

Paris, le 29 juin 2018

La grande distribution n'est plus crédible pour demander la vente des médicaments en grande surface !

La grande distribution tente de relancer le débat sur la vente des médicaments en grande surface, en utilisant des arguments tout aussi réchauffés que démagogues.

Le scandale LACTALIS aurait dû calmer les ardeurs de Michel-Edouard Leclerc et de ses lobbyistes, pourtant, il n'en est rien. Malgré les failles de la grande distribution dans cette affaire, MEL s'obstine à vouloir demander sans vergogne la vente des médicaments dans ses supermarchés. Alors que ces commissions d'enquête parlementairesⁱ n'ont pas rendu leurs conclusions, ce contre-feu n'échappe à personne.

La dispensation des médicaments en pharmacie d'officine dans un espace réglementé est indispensable pour sécuriser et accompagner les patients dans leur parcours de soins. Le médicament, même de prescription médicale facultative, ne sera jamais un produit de consommation comme les autres.

L'USPO a toujours défendu le parcours de soins pharmaceutique, le bon usage du médicament et s'élèvera, à nouveau, contre tous ceux qui banalisent les médicaments en faisant prendre des risques au patient.

Rappelons que le maillage pharmaceutique est exemplaire et répond déjà aux besoins de santé de la population. Les pharmacies d'officine sont présentes sur l'ensemble du territoire, en ville, en milieu rural, dans les quartiers difficiles et disposent d'une très large amplitude horaire : 1 250 pharmacies assurent la permanence toutes les nuits, les dimanches et les jours fériés sur l'ensemble du territoire. Elles dispensent des médicaments à des prix compétitifs et parmi les moins chers de l'Union européenne.

La population française a toute confiance en notre professionnalisme et en nos compétences.

Le réseau pharmaceutique permettrait de délivrer, avec traçabilité et en toute sécurité, l'ensemble des laits maternisés premier âge sans avoir besoin du circuit de la grande distribution qui a montré toutes ses limites et ses risques.

Le discours de la grande distribution n'est pas en phase avec la politique de sécurité autour du médicament et de la stratégie de transformation du système de santé qui s'appuient sur le réseau pharmaceutique.

M. Leclerc doit arrêter de se prendre à la fois pour le Président de la République, le Ministre de l'Économie, le Ministre de la Santé, le Directeur de la DGCCRF ou le Président de l'Autorité de la concurrence.

Ce Monsieur est définitivement disqualifié pour parler de santé !

Gilles BONNEFOND
Président de l'USPO

ⁱ Audition LACTALIS à l'Assemblée nationale : <http://www.assemblee-nationale.fr/15/cr-celact/17-18/c1718015.asp> ;
Audition LACTALIS au Sénat : <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20180212/eco.html#toc4>